

chercher 20 p. 100 de leur mise de fonds en fait de retombées économiques pour leur pays. C'est pour cette raison que nous avons introduit un programme pour inciter les industriels canadiens à participer davantage au développement international.

Je termine en soulignant que nous appuyons le bill en question.

[Traduction]

Honorables sénateurs, j'ai parlé avec le parrain du bill hier et nous avons convenu qu'il était inutile de le renvoyer en comité. J'accepte donc maintenant que ce projet soit lu pour la deuxième fois.

L'honorable George van Roggen: Honorables sénateurs . . .

Son Honneur le Président: Je souligne aux honorables sénateurs que si l'honorable sénateur van Roggen prend maintenant la parole, il mettra automatiquement fin au débat sur la motion de deuxième lecture.

Le sénateur van Roggen: Honorables sénateurs, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit au moment de proposer la deuxième lecture du bill, si ce n'est que je voudrais remercier le sénateur Asselin pour son discours cet après-midi et pour les renseignements supplémentaires qu'il nous a donnés au sujet de cette mesure. Je suis de son avis au sujet des avantages que peut tirer le Canada de ses programmes d'aide à l'étranger. Les avantages induits risquent de revêtir une très grande importance pour nous.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 2^e fois.)

● (1520)

Son Honneur le Président: Quand lirons-nous ce bill pour la troisième fois?

Le sénateur van Roggen: Avec la permission du Sénat, maintenant ou lors de la prochaine séance.

L'honorable Jacques Flynn (leader de l'opposition): A moins que la sanction royale ne soit donnée ce soir, ce devra être à la prochaine séance.

Le sénateur van Roggen propose: Que la 3^e lecture du bill soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance.

(La motion est adoptée.)

L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH

LA 28^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE TENUE À NASSAU, AUX
BAHAMAS

L'honorable Frederick W. Rowe, ayant donné préavis le
jeudi 4 novembre 1982:

Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la vingt-huitième Conférence générale de l'Association parlementaire du Commonwealth, tenue à Nassau, aux Bahamas, du 16 au 22 octobre 1982 et, en particulier, sur les discussions et les délibérations de la Conférence et sur la participation de la délégation du Canada.

—Honorables sénateurs, je désire faire un bref exposé relatif à la vingt-huitième Conférence générale de l'Association parlementaire du Commonwealth qui a eu lieu à Nassau, aux Bahamas, en octobre 1982.

La délégation canadienne était constituée des députés suivants: M. Keith Penner, président; l'honorable Arthur Huntington, C.P.; M. Gordon Gilchrist; M. Roger Simmons; et M. Douglas Anguish; donc, les trois groupes parlementaires étaient représentés à la conférence. Le Sénat était représenté par l'honorable Martha Bielish et par moi-même.

Outre cette délégation officielle fédérale, le Canada était représenté d'office par l'honorable Gerald Ottenheimer, président du comité exécutif de l'Association du Commonwealth, qui occupe l'un des deux postes principaux de ce magnifique organisme. Le Canada était également représenté par le docteur M. Foster, membre du comité exécutif. A signaler également que toutes les provinces sauf une y avaient envoyé au moins un représentant. Il est bien évident que le Canada était très largement représenté à cette importante conférence plénière de l'Association.

Tous les membres de la délégation parlementaire canadienne sont intervenus énergiquement sur des questions importantes dans les divers débats. Puisque le compte rendu intégral des délibérations va paraître prochainement, je n'en parlerai que brièvement.

Le discours intégral de M. Penner portait sur les solutions à adopter à l'égard du chômage. Dans la suite de la conférence, M. Penner a également traité des relations entre le Parlement et l'exécutif. La principale allocution de M. Huntington portait sur le contrôle et l'examen parlementaires des dépenses publiques. M. Gilchrist a parlé de la sécurité des petits pays; et MM. Simmons et Anguish ont éclairé de leurs connaissances les discussions qui ont eu lieu sur l'énergie et l'environnement.

Le sénateur Bielish a mis à contribution sa vaste expérience des questions sociales surtout dans le domaine des droits de la femme. Les connaissances qu'elle a acquises à cet égard lui ont permis d'aborder avec compétence une question toujours d'actualité, le contrôle démographique à l'échelle mondiale. Personnellement, je m'en suis tenu à la question générale des droits de la personne.

Honorables sénateurs, je me fais un devoir de vous signaler que des membres des 46 autres délégations, la délégation canadienne faisant exception naturellement, n'ont cessé de faire l'éloge en privé et en public, de la qualité de nos délégués.

Tous les membres de la délégation canadienne se sont réjouis que notre chef, M. Penner, ait été élu membre du comité exécutif. J'ai eu le plaisir de constater que la seule fois où la foule s'est levée tout au long de cette semaine pour applaudir un délégué, ce fut pour acclamer mon collègue de Terre-Neuve, M. Ottenheimer, qui en sa qualité de président du comité exécutif, a clos les délibérations par un discours qui, de l'avis de tous, a été d'une éloquence remarquable. Pour ceux qui l'ignorent peut-être, M. Ottenheimer est ministre de la Justice et procureur général dans le gouvernement Peckford. Je dois ajouter que son dossier académique est impressionnant, étant diplômé de la Sorbonne et de plusieurs autres universités sans compter qu'il maîtrise sept langues.